



MICHEL SAPIN
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Clôture du colloque d'histoire organisé par l'association Jean MONNET
sur « Jean MONNET et l'économie »

Intervention de Michel SAPIN,
ministre de l'Economie et des Finances

Bercy

Vendredi 18 novembre 2016

Contact presse :

Cabinet de Michel SAPIN

01 53 18 41 13



Monsieur le Président de l'association Jean MONNET, cher Maurice,
Mesdames, Messieurs,

Je remercie chaleureusement l'association Jean MONNET et plus particulièrement son président, Maurice BRAUD, d'avoir pris l'initiative d'organiser un colloque sur « Jean MONNET et l'économie ». Parler d'Europe, d'économie et rendre hommage à un des pères fondateurs de l'Union européenne dans ce lieu, ce ministère, me paraît tout à fait pertinent.

Je ne me risquerai pas à prononcer un discours sur la personne de Jean MONNET devant les éminents historiens et spécialistes que vous êtes. La qualité des intervenants d'hier et de ce matin, et les sujets savants que vous avez abordés, me laissent à penser que je n'aurais que peu de choses à vous apporter sur l'œuvre économique de Jean MONNET. Ainsi, je souhaiterais davantage poursuivre les échanges de la table ronde précédente et discuter avec vous de ce qui me semble être aujourd'hui les priorités pour l'Union européenne de demain.

Je crois que ce n'est un secret pour personne : la construction européenne traverse une période difficile. Les crises se multiplient et s'intensifient ces dernières années. Si je veux être exhaustif, il faut citer la crise financière, puis économique et monétaire ; la crise de la dette souveraine et de la zone euro ; la crise grecque, et maintenant les crises sécuritaire et migratoire.

Cette succession d'événements entraîne une poussée des toutes les démagogies et des nationalismes alimentée par un certain nombre de leaders politiques. Trop de discours présentent aujourd'hui la construction européenne comme la principale responsable de ces crises, origine de tous de nos maux. Ils promettent alors à des populations, qui se sentent dépossédées politiquement et économiquement, une reprise en main des destinées collectives par le repli sur soi, le repli sur les solidarités culturelles et traditionnelles, et au final le repli sur les frontières nationales, voir locales.

Le vote britannique en faveur d'un retrait de l'UE participe de mon point de vue à ce mouvement de contestation du bien-fondé de l'Union et fragilise davantage encore notre projet commun d'intégration européenne. Il est néanmoins un avertissement qui doit être entendu par tous.

Chaque crise entraîne un débat entre les Etats membres et s'avère être un nouveau défi pour l'Union européenne. Il est temps, désormais, de trouver des réponses coordonnées, rapides et pertinentes pour permettre de relancer la construction européenne. Cet exercice, dans une Europe à 28 ou 27, tant divisée sur son fondement et ses objectifs, apparaît comme une prouesse. Il est néanmoins essentiel.

En tant qu'européen convaincu, je suis sûr que dans le monde globalisé actuel, le projet européen reste indispensable. Nous ne pouvons pas envisager notre futur en tant que Nation en-dehors de ce projet d'intégration continentale. Encore faut-il confier à l'Union les tâches qui ont une réelle valeur ajoutée par rapport à des solutions purement nationales.

Dans ce contexte d'incertitudes, je crois que chaque responsable européen doit renouer avec l'esprit qui animait Jean MONNET au début des années 1950, un esprit de rassemblement et d'unité tout en rejetant les oppositions séculaires entre les Etats. L'Union européenne doit être plus que jamais un espace de paix, de protection, et de solidarité.

Les chantiers sont donc nombreux et appellent des réponses courageuses, au niveau européen mais aussi au sein même de nos pays, pour répondre aux besoins de protection de nos citoyens – et par protection je vise ici un champ large, qui comprend notamment les questions de sécurité économique et de lutte contre l'exclusion sociale.



Le sommet de Bratislava a été, je crois, une étape pour renouer avec une « *Europe organisée et vivante* ». Il a permis de relancer une dynamique pour l'unité et la confiance en Europe. Mais c'est encore insuffisant. Il est maintenant important de concrétiser les pistes avancées notamment en termes de croissance, d'investissement et d'emploi, en plein accord avec le principe de subsidiarité.

Je crois ainsi qu'il nous faut avant tout travailler à des projets concrets, ce qui ne veut pas dire sans ambition, pour donner du sens au projet européen dans la vie de nos concitoyens. C'est ce que j'appelle construire l'Europe par le bas. Je me sens proche du fameux passage de la déclaration de Robert SCHUMAN en 1950 inspirée par les idées de Jean MONNET : « L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord des solidarités de fait. »

Cependant, ne vous méprenez pas. Je ne cherche pas à me situer ici dans un débat théorique sur les mérites et les limites de la « méthode Jean MONNET » d'intégration. Il est vrai que la méthode communautaire a évolué, que les processus intergouvernementaux ont repris du poids ces dernières années, que la légitimité démocratique de l'Union européenne est remise en question...

Ce sont des questions importantes pour l'avenir de l'UE. Mais je préfère avant tout, dans le cadre des responsabilités qui sont les miennes, réfléchir sur les actions que nous devons mener au niveau européen pour répondre aux défis actuels. L'Union européenne doit apparaître comme une solution incontournable pour favoriser, à nouveau, une adhésion en sa faveur.

Deux sujets me paraissent tout particulièrement importants dans ce contexte : celui de la sécurité des citoyens européens, et celui de la croissance et de l'emploi.

Sur le premier volet, je pense qu'il faut être plus ambitieux sur la protection de nos concitoyens et de nos frontières communes. Nous avons construit l'espace Schengen sans véritablement concevoir la surveillance de nos frontières extérieures par exemple. Nous y travaillons actuellement avec la création de gardes-frontières européens. Mais nous pouvons aller plus loin, en particulier sur la mise en commun de moyens financiers pour la défense et la sécurité.

Nous pouvons aussi avancer vers des solutions communes pour le développement des pays d'origine afin de démultiplier nos actions. L'UE mettra en place, dans ce domaine, un fonds d'investissement commun dans ces pays.

Les défis de la sécurité rejoignent parfois des questions économiques. Dans ce cas, je prends mes responsabilités pour les faire aboutir le plus rapidement possible. Lors des dernières réunions de l'Eurogroupe, j'ai défendu une réforme ambitieuse de la directive anti-blanchiment dans le but de lutter plus efficacement contre la criminalité et le financement du terrorisme.

Pour le second sujet, le volet économique et social, je crois qu'il faut avancer sur plusieurs chantiers. Tout d'abord nous devons renforcer l'investissement en Europe, qui n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant crise. La mise en place rapide du plan d'investissement européen a montré que nous pouvons proposer des initiatives efficaces afin de répondre aux attentes des citoyens sur la croissance et l'emploi. Les efforts doivent être poursuivis et la France défend le doublement des crédits du plan dit JUNCKER.

Nous devons également soutenir un modèle économique et social européen ambitieux. Le marché intérieur est un bien commun précieux mais cela ne doit pas être un espace de pure concurrence de nos modèles économiques, sociaux et fiscaux. Des initiatives concrètes sont ainsi souhaitables en matière de convergence fiscale et sociale. Il est essentiel de mettre fin aux comportements non coopératifs, qui nuisent à la confiance des citoyens dans nos institutions et au bon fonctionnement



du marché intérieur. Les propositions de la Commission sur ces sujets – je pense notamment à l'assiette commune consolidée de l'impôt sur les sociétés ou à l'initiative sur le socle européen de droits sociaux – devront servir à cet égard de point de départ à nos réflexions.

Ces actions concrètes peuvent faire avancer l'Europe et faire reculer la démagogie et les nationalismes dans nos pays. A chaque crise, l'esprit de Jean MONNET est invoqué avec raison afin de trouver des solutions.

Dans le même temps, ces actions concrètes n'excluent pas de poursuivre les discussions sur des sujets plus structurants. Je pense notamment à l'architecture de la zone euro, qu'il nous faudra progressivement compléter par des instruments communs d'intervention et de gouvernance probablement plus intégrés. L'avenir de la zone euro nécessite un débat d'envergure, qui dépasse les solutions d'urgence, pour en assurer la résilience et la stabilité. Le compromis trouvé sur la Grèce durant l'été 2015 a permis d'éviter le pire pour la zone mais n'a pas apporté de solutions durables. Ces débats doivent donc se poursuivre, et les travaux de Mme Pervenche BERES au Parlement européen sont précieux. Mais ces avancées ne seront possibles que si nous montrons notre capacité à réinventer des solutions collectives aux problèmes communs au sein de l'UE et de la zone euro.

Je crois que là-aussi ce sont des avancées concrètes qui mettront en place, au sein de la zone euro, ce que le Président de la République a appelé le processus d'intégration solidaire.

Prenons l'exemple de l'Union bancaire, sans doute le progrès récent le plus avancé de l'intégration européenne. Cette Union Bancaire permet une résolution des crises avec une recapitalisation des banques par un fonds européen (le fonds de résolution unique) : ça, c'est la solidarité espérée entre les Etats. L'Union bancaire montre la force et l'importance du regroupement des Etats. Ensemble nous sommes plus forts et pouvons ainsi faire face aux risques de grande ampleur pour nos établissements de crédits. En contrepartie, nous avons choisi de déléguer la supervision de nos secteurs bancaires à un superviseur unique : ça c'est l'intégration avec un cadre de gouvernance et de surveillance. Cette idée germait dans les esprits européens les plus féconds depuis le début des années 2000. Cependant, sans l'éclatement de la crise financière, je ne crois pas que nous aurions connu de tels progrès dans ces domaines aussi rapidement.

Pourtant, il faut aller plus loin et terminer le travail en mettant en place un mécanisme permanent de soutien en liquidité au fonds de résolution unique et en avançant sur le troisième pilier avec une garantie commune des dépôts. Il s'agit d'un agenda concret et réaliste pour les prochains mois à venir mais très important pour le bon fonctionnement de l'Union bancaire et de la zone euro.

Ainsi, malgré les élections en France et en Allemagne notamment, et le début des négociations avec la Grande-Bretagne, l'année 2017 ne doit pas être une année blanche au niveau européen. Notre pays compte bien prendre toute sa part dans ces initiatives, en toute responsabilité avec l'Allemagne, puisque le couple franco-allemand sera indispensable, là aussi Jean MONNET avait raison ! Je continuerai à œuvrer en faveur d'une Europe plus compétitive et plus solidaire, plus protectrice sans renoncement à l'ouverture au monde, plus proche des préoccupations de nos concitoyens tout en continuant à progresser vers une « Union sans cesse plus étroite entre les peuples ».

Je ne vous propose pas des solutions faciles ou de grand discours théorique difficile à mettre en œuvre mais bien une vision confiante et décidée du futur de notre continent que Jean MONNET, je l'espère, n'aurait sans doute pas reniée.

Je vous remercie.